



## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### **Acheteur**

État – Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe  
Service Ressources Naturelles (SRN)  
Saint-Phy BP 54  
97102 Basse-Terre Cedex

#### **Pouvoir adjudicateur**

État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Guadeloupe

#### **Objet du marché**

Sur le district hydrographique de Guadeloupe et de Saint-Martin le marché couvre :

- la révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du programme de mesures associé;
- la rédaction du rapport d'Évaluation Environnementale;
- la mise en forme des données pour le rapportage européen et l'accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne
- l'élaboration du plan d'actions opérationnel territorialisé.

#### **Remise des offres**

Date limite de réception : 30 novembre 2025

Le présent CCAP comporte 0 annexe.

## **Préambule:**

En application de la directive européenne cadre sur l'eau dite DCE et pour répondre aux défis d'une gestion durable de l'eau, le législateur français a progressivement instauré une logique de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques via un plan de gestion: le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion et des Eaux (SDAGE) d'une durée de 6 ans.

Le SDAGE et le programme de mesures (PdM) de la Guadeloupe et de Saint-Martin pour la période 2028-2033, élaborés respectivement par le comité de l'eau et de la biodiversité (CEB) et par le préfet coordonnateur de bassin – i.e.le préfet de la Guadeloupe– doivent être révisés et publiés au journal officiel avant le 31 décembre 2027.

En Guadeloupe, le SDAGE est élaboré par le CEB, qui a créé en son sein une commission eau et planification chargée de lui préparer l'élaboration du SDAGE et les avis à lui soumettre. L'organisation et le suivi de l'ensemble de la démarche de révision du SDAGE et du PdM sont assurés par la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et l'Office de l'eau de Guadeloupe qui constituent « l'équipe projet du bassin ».

De plus, le SDAGE est accompagné d'autres documents destinés à fournir des informations complémentaires: des synthèses, un programme de surveillance et un programme pluriannuel de mesures.

Enfin, la directive européenne du 27 juin 2001<sup>1</sup> a introduit la démarche d'évaluation environnementale.:

« tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption ».

L'évaluation environnementale vise à s'assurer que les orientations prises et les actions programmées vont contribuer à améliorer la qualité de l'environnement des territoires et respecter les engagements européens, nationaux et régionaux en matière d'environnement et de développement durables.

---

<sup>1</sup> Directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (directive 2001/42/CE)

## Table des matières

I. ARTICLE 1 . OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
I.1 Objet du marché et Normes.....	5
I.2 Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	6
I.2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA) pour l'exécution du marché....	6
I.2.2 Notification des décisions.....	6
I.2.3 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	6
I.3 Point de départ du délai d'exécution.....	6
I.4 Passation des commandes.....	6
I.5 Décomposition en tranches et en lots.....	6
I.6 Obligation de confidentialité, données à caractère personnel.....	7
I.6.1 Obligation de confidentialité.....	7
I.6.2 Sites sensibles.....	7
I.6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	8
I.7 Dispositions générales.....	8
I.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	8
I.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	9
I.7.3 Assurances.....	10
I.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	10
I.7.5 Réalisation de prestations similaires.....	10
I.8 Ordres de service.....	11
II. ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	11
III. ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
III.1 Indemnités.....	11
III.1.1 Indemnité de dédit.....	12
III.1.2 Indemnité d'attente.....	12
III.2 Contenu des prix – Règlement des comptes.....	12
III.2.1 Contenu des prix.....	12
III.2.2 Modalités du règlement des comptes.....	12
III.2.3 Modalités de transmission des demandes de paiement.....	12
III.2.4 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités –	
Intérêts moratoires.....	13
III.3 Variation dans les prix (révision).....	13
III.3.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	13
III.3.2 Index de référence.....	13
III.3.3 Révision des prix.....	14
III.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	14
III.3.5 Paiement direct des sous-traitants.....	15
IV. ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	15
IV.1 Délai d'exécution.....	15

IV.2 Pénalités pour retard d'exécution.....	15
IV.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	15
IV.3.1 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	15
IV.3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	16
IV.3.3 Pénalité pour non respect des clauses sociales d'insertion.....	16
IV.3.4 Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	16
V. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	16
V.1 Retenue de garantie.....	16
V.2 Avances.....	16
VI. ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	17
VII. ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	17
VII.1 Période de préparation.....	17
VII.2 Conditions d'exécution.....	17
VII.2.1 Modalités particulières de réalisation des prestations.....	17
VII.2.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	18
VII.2.3 Mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	18
VII.2.4 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	18
VII.3 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	18
VIII. ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	18
VIII.1 Admission.....	19
VIII.1.1 Nombre d'exemplaires.....	19
VIII.1.2 Délais d'admission des prestations.....	19
VIII.1.3 Réfaction.....	19
VIII.1.4 Ajournement.....	19
VIII.1.5 Rejet.....	20
VIII.2 Garantie des prestations.....	20
IX. ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	20
IX.1 Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
IX.2 Résiliation.....	20
X. ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	21
XI. ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

## **I. ARTICLE 1 . OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **I.1 Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché concernent :

- la révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du district hydrographique de Guadeloupe et de Saint-Martin et son programme de mesures associé ;
- la rédaction du rapport d'évaluation environnementale du projet ;
- l'élaboration du plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT) ;
- l'analyse et la sécurisation juridique des documents ;
- la mise en forme des données pour le rapportage européen et l'accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- les rapports intermédiaires de SDAGE et de PdM et leurs documents d'accompagnement, les compte rendus de réunions et de groupes de travail ;
- les rapports finaux : SDAGE 2028-2033 et ses documents d'accompagnement, le programme de mesures 2028-2033, l'évaluation environnementale et le PAOT, formalisation des données pour le rapportage européen et accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne.

La description des prestations et le détail des livrables sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

- Diffusion auprès de la commission européenne et dans les services de l'État, les collectivités, les associations, etc.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Région Guadeloupe et Collectivité de Saint-Martin.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## **I.2 Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications**

### **I.2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA) pour l'exécution du marché**

Le RPA est Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe.

### **I.2.2 Notification des décisions**

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **I.2.3 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

La notification au titulaire se fera par voie électronique via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr))

## **I.3 Point de départ du délai d'exécution**

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution du marché part de sa date de notification.

## **I.4 Passation des commandes**

Sans objet.

## **I.5 Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

**Le marché comporte 5 parties techniques désignées ci-après :**

- **Phase 1 - « analyse bibliographique »**

Le titulaire procède aux analyses des documents suivants :

- résultats de l'état des lieux 2025 ;
- bilan intermédiaire du PdM ;
- résultats de la consultation du public sur les enjeux dits « Questions Importantes » ;
- synthèse définitive des questions importantes ;
- directives européennes et ministérielles concernant le 4<sup>e</sup> cycle de gestion de la DCE ;
- autres documents de planification (planification écologique, SAR, etc.) ;
- résultats de la concertation du début de 2025 (en plus de la rédaction des objectifs environnementaux dont justifications des masses d'eau en dérogation).

- **Phase 2 - « animation, coconstruction »**

Le titulaire coconstruit le projet de SDAGE comme suit :

- cadrage méthodologique avec « l'équipe projet du bassin » ;

- association des acteurs locaux (ateliers thématiques, territoriaux, commissions...) à la rédaction des orientations et dispositions du SDAGE ;
- ébauche du PdM (proposition des mesures à discuter en atelier).

- **Phase 3 - « rédaction des projets de documents »**

Le titulaire produit les projets de documents à présenter en instance avant mise à disposition du public :

- rédaction des projets de SDAGE, documents d'accompagnement, PdM, évaluation environnementale qui est obligatoire selon la directive européenne du 27 juin 2001. L'élaboration du plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT) avec l'ensemble des acteurs de la mission inter-service eau et nature (MISEN) ;
- présentation des travaux en commission « eau et planification » puis CEB, ajustement des livrables.

- **Phase 4 - « ajustements en fonction de l'avis de l'autorité environnementale (IGEDD) »**

Le titulaire doit procéder à mise en cohérence de la rédaction du SDAGE après avis de l'autorité environnementale :

- mémoire en réponse (le cas échéant) ;
- préparation de la mise en cohérence, ajustement de la rédaction du SDAGE (documents d'accompagnement compris) et du PdM après avis de l'autorité environnementale.

- **Phase 5 - « ajustement, remise des livrables »**

Le titulaire procède à l'ajustement des différents documents à la suite des avis du public et des partenaires institutionnels :

- mise en cohérence, finalisation de la rédaction du SDAGE (documents d'accompagnement compris) et du PdM après avis du public et des partenaires institutionnels ;
- présentation des livrables en commission « eau et planification » puis en CEB ;
- ajustement des livrables définitifs ;
- mise en forme des données pour le rapportage européen et l'accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne [schémas (fichiers) de données SWB, GWB, SWMET, GWMET, Monitoring, RBMPPoM].

## **I.6 Obligation de confidentialité, données à caractère personnel**

### **I.6.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article IV.3.1 du CCAP.

### **I.6.2 Sites sensibles**

Sans objet.

### **I.6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.2 du CCAP.

## **I.7 Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **I.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.



En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

### 1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **I.7.3 Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **I.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique (CCP), l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article I-7.3. ci-dessus.

### **I.7.5 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R. 2122-7 du CCP.

## **I.8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **II. ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire (y compris la décomposition du prix global forfaitaire) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **III. ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **III.1 Indemnités**

### III.1.1 Indemnité de dédit

Sans objet.

### III.1.2 Indemnité d'attente

Sans objet.

## **III.2 Contenu des prix – Règlement des comptes**

### III.2.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### III.2.2 Modalités du règlement des comptes

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un **prix global forfaitaire**.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### III.2.3 Modalités de transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs (microentreprises soumises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020).

Les entreprises, non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée pourront cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro. Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, relatif au développement de la facturation électronique, ainsi qu'celles prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique (CCP). En outre elles porteront également les informations suivantes :

- le numéro de marché ;

- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **III.2.4 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

## **III.3 Variation dans les prix (révision)**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations qui suivent.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont fermes et révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

### **III.3.1 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

### **III.3.2 Index de référence**

L'index de référence « **I** » choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

**ING** : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

### III.3.3 Révision des prix

Formule de révision des prix :  $P_n = P_0 \times C_n$

avec :  $P_0$  = Valeur du prix initial ;  
 $P_n$  = Valeur du prix révisé au mois « n ».  
 $C_n$  = Coefficient de révision des prix calculé en fonction l'index de référence « ING »

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :  $C_n = [0,15 + (0,85 \times I_{n-3} / I_{0-3})]$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;  
 $I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

En application des articles R. 2191-27 à R. 2191-29 du Code de la commande publique (CCP), la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

### III.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **III.3.5 Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités de l'article 116 du CMP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **IV. ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES**

### **IV.1 Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **IV.2 Pénalités pour retard d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **IV.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **IV.3.1 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article I.6.1. du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### IV.3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article I.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### IV.3.3 Pénalité pour non respect des clauses sociales d'insertion

Sans objet.

#### IV.3.4 Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

## **V. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **V.1 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **V.2 Avances**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à 20 % du montant TTC décrit au paragraphe précédant si sa durée du marché, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ; ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée en mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article III-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants.



Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **VI. ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **VII. ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **VII.1 Période de préparation**

Il n'est pas fixé de période de préparation.

### **VII.2 Conditions d'exécution**

#### **VII.2.1 Modalités particulières de réalisation des prestations**

Les documents provisoires seront remis par le prestataire à l'équipe projet du bassin (DEAL et de l'office de l'eau) au format numérique modifiable 15 jours avant chaque réunion.

Les documents définitifs seront remis comme suit :

- au format numérique (PDF) pour l'équipe projet du bassin et au format modifiable (doc, odt, xls, ods, ppt, odp, ...) pour la DEAL ;
- en six (6) exemplaires papier pour chaque membre de l'équipe projet du bassin ;
- En deux exemplaires au format numérique en haute définition pour impression.

Le prestataire prévoira des présentations intermédiaires pour la consultation des instances (commission planification, CEB).

Les supports de présentation (diaporamas, etc.) sont remis à l'équipe projet au moins 3 semaines avant les réunions prévues, afin de pouvoir envoyer les documents de séance dans les délais habituels de 15 jours précédant les réunions de ces instances.

Les présentations des documents finaux se feront lors des séances plénières du comité de l'eau et de la biodiversité. Les supports de présentation seront remis à l'équipe projet du bassin au moins un (1) mois avant.

#### **VII.2.2      Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à l'acheteur dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

#### **VII.2.3      Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **VII.2.4      Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

Sans objet.

### **VII.3 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

## **VIII. ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

## VIII.1 Admission

Aucune stipulation particulière.

### VIII.1.1 Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur, conformément au CCTP paragraphe 4.3 (formats électronique et formats papier).

### VIII.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : 1 mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### VIII.1.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### VIII.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article IV.2 du CCAP.

Par dérogation au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Le représentant de l'acheteur décidant l'ajournement, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, dispose des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus pour admettre les prestations modifiées.

### **VIII.1.5 Rejet**

Le représentant de l'acheteur décidant le rejet, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, dispose des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus pour admettre les prestations modifiées.

## **VIII.2 Garantie des prestations**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## **IX. ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **IX.1 Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 20 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article I.5 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG, la décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 40 du CCAG et selon les modalités de l'article 9-2 du présent CCAP sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance du titulaire.

### **IX.2 Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 § h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 40 du CCAG est fixé à 5 %.

## **X. ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Voir le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

## **XI. ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP I.7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP II	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP III.3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP IV	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP V.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP VIII.1.2	déroge à l'article	28.2 du CCAG
CCAP VIII.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP VIII.1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCAP VIII.2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP IX.1	déroge à l'article	22 du CCAG
CCAP IX.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG